#3 2017

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Zoom sur...

L'éducation à l'heure de la nouvelle génération

Page 12

Exclusif

Une vision de l'apprentissage préscolaire au Monténégro

Page 12

Actualités
Dernières informations sur la CEB
Page 04

Zoom sur...
Les nouveaux prêts multisectoriels
Page 14

L'entretien
Info à la rencontre de Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
Page 16

Cher lecteur,



Ce numéro de notre magazine **Info** est consacré à l'éducation, considérée depuis longtemps comme un droit humain fondamental en soi mais aussi comme un instrument de promotion et de protection d'autres droits humains.

Il incombe en premier lieu aux États de garantir le droit de tous les citoyens à l'éducation, sans discrimination. L'éducation, en effet, favorise l'autonomie des personnes, leur offre des perspectives d'avenir ainsi que la possibilité de réussir dans la vie et de s'épanouir, tout en contribuant sur un plan collectif au développement social et économique.

Les institutions financières internationales, quant à elles, peuvent également promouvoir et protéger ce droit à l'éducation. La CEB est fière de soutenir les projets de ses États membres à tous les niveaux du système éducatif, de l'enseignement préscolaire et primaire aux programmes universitaires et de formation continue.

Compte tenu des flux migratoires récents vers l'Europe, nous veillons tout particulièrement à garantir un accès à l'éducation pour les groupes marginalisés, dont les enfants de migrants. En effet, ce sont souvent eux qui, du fait de leur vulnérabilité, souffrent de discrimination et ont du mal à exercer leur droit à l'éducation. Et pourtant, ils sont aussi ceux qui ont le plus besoin d'aide pour s'intégrer pleinement à la société du pays d'accueil.

Dans ce numéro, nous vous présentons des projets que finance la CEB dans le domaine de l'éducation au Monténégro et en Finlande. Par ailleurs, vous en saurez plus sur le nouvel instrument de financement de la CEB qu'est le Programme de prêt plurisectoriel, et sur la manière dont la Direction de la Préparation et du Suivi techniques contribue aux activités de la CEB visant à promouvoir la cohésion sociale en Europe.

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB



info Info est un magazine de la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Email: Jelica.VESIC@coebank.org
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Matthias Bauer; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernández Arias; Bojana Gajic; Rachel Meghir; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Alexandra Pulsmeyer; Sylvie Vialle; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood
Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédits photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0) 47 55 55 00
Fax: +33 (0) 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

Sommaire


➤ Page 11

Actualités
Toute l'actualité à la CEB, dont la conférence sur le financement des infrastructures sociales.
Page 04

Les nouveaux prêts de la CEB
Derniers prêts approuvés par le Conseil d'administration de la Banque.
Page 06

Zoom sur…
La Finlande, où les fonds de la CEB aident des villes phares à relever les défis de l'éducation.
Page 08

L'entretien
Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, s'exprime sur l'amélioration des perspectives de la jeunesse.
Page 11

Éducation préscolaire
Un projet financé par la CEB redéfinit l'éducation de la petite enfance au Monténégro.
Page 12

Un nouvel instrument
Les prêts plurisectoriels : une réponse aux nouveaux besoins des clients de la CEB.
Page 14

Détachement
La Banque partage son savoir-faire avec le Mécanisme européen de stabilité.
Page 15


➤ Page 12



Discussion
Info a rencontré Monica Brezzi, Directrice de la Préparation et du suivi techniques à la CEB.
Page 16

Événements et publications
Événements prévus cet automne/hiver et les dernières publications de la CEB.
Page 17

Infographique
Un aperçu original du soutien de la Banque aux projets liés à l'éducation.
Pages 18-19

EN SAVOIR PLUS EN LIGNE **www.coebank.org**

LE PROGRAMME RÉGIONAL DE LOGEMENT AVANCE BIEN

Deux nouveaux projets d'une valeur totale de € 31 millions ont été approuvés pour la Serbie et la Bosnie-Herzégovine lors de la 14ème réunion de l'Assemblée des donateurs du Fonds du Programme régional de logement (RHP), qui s'est tenue récemment à Belgrade.

Par ailleurs, lors de sa revue du RHP, l'Assemblée a conclu que d'importants progrès avaient été accomplis, avec plus de 1 000 logements déjà remis aux bénéficiaires et 2 000 logements supplémentaires prévus d'ici la fin de l'année 2017.

Cet été, le vice-président américain, Mike Pence, a annoncé que les États-Unis feraient une troisième contribution de 10 millions de dollars au Fonds du RHP, ce qui porte la contribution totale des États-Unis à 30 millions de dollars (24 millions d'euros). Cela en fait le deuxième plus grand donateur du RHP après l'Union européenne.

Jusqu'à présent, 271 millions d'euros ont été versés au RHP, dont 232 millions d'euros provenant de l'Union européenne. Les projets du RHP amélioreront les conditions de vie de plus de 21 500 personnes vulnérables dans les pays partenaires de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Monténégro et de Serbie.



La famille Gnjatović Marić, de Pančevo, reçoit les clés de leur nouvelle maison grâce au RHP



Les intervenants à la conférence

Relever le défi du financement des infrastructures sociales

En juillet, la Caisse des Dépôts (CDC) et la CEB ont organisé conjointement à Paris une conférence sur le financement des infrastructures sociales, qui a souligné l'importance de trouver des financements innovants dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement social dans l'Union européenne. Elle a réuni des intervenants de haut niveau, notamment l'ancien Président de la Commission européenne Romano Prodi, et l'ancien Ministre français de l'Économie et des Finances Christian Sautter.

Pierre-René Lemas, Directeur général de la Caisse des Dépôts, a ouvert la conférence en insistant sur le rôle joué par la CDC dans le financement des infrastructures sociales: « Le rôle de la Caisse des Dépôts est de financer les équipements nécessaires au quotidien de tous : logements sociaux, hôpitaux, universités, bâtiments publics… »

S'adressant à plus d'une centaine de délégués, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a déclaré : « Promouvoir une croissance inclusive à travers le financement de projets d'infrastructure sociale est l'une des lignes d'action prioritaires de la CEB et je me réjouis que la conférence se penche sur cet important sujet. »

Il a ajouté : « Au cours des dernières années, nous avons du reste intensifié notre coopération avec les gouvernements, les collectivités régionales et les municipalités de nos États membres afin d'accorder tout notre soutien à leurs investissements sociaux. »

Au terme des débats, Laurent Zylberberg, Président de l'association européenne des investisseurs de long terme (ELTI), a rappelé la contribution importante que les institutions financières publiques européennes peuvent apporter au financement des infrastructures sociales.

« En prenant l'initiative de lancer une réflexion sur le financement des infrastructures sociales, et avec l'appui de personnalités comme Romano Prodi et Christian Sautter, notre association affirme la pertinence sociale du modèle économique des investisseurs de long terme », a-t-il affirmé.

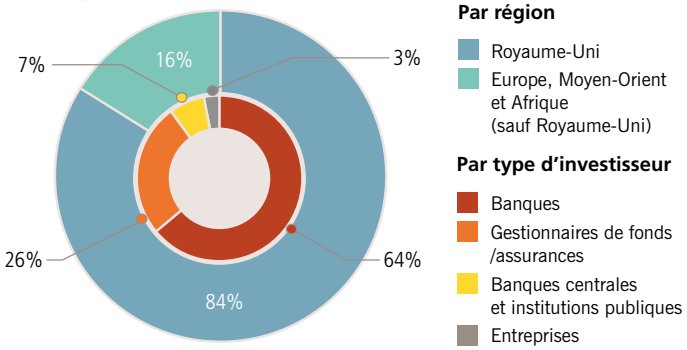
Émission de référence de £ 500 millions

Le 7 septembre, la CEB a lancé avec succès une nouvelle émission de référence (benchmark) par l'intermédiaire de Barclays, RBC Capital Markets et TD Securities, pour un montant de £ 500 millions.

La qualité du carnet d'ordres a permis au spread d'être fixé à 41 points de base au-dessus des gilts. Le montant de £ 500 millions à la clôture fait de cette nouvelle émission la plus importante jamais lancée en livres sterling par la CEB. Le carnet d'ordres a finalement atteint £ 625 millions depuis plus de 30 comptes.

La transaction porte un coupon annuel de 0,625% et un prix d'émission de 99,580%, ce qui représente un rendement de 0,714%.

Répartition des investisseurs



Les agences de notation révisent la perspective de notation de la CEB

Le 30 juin, Standard & Poor's (S&P) a révisé la perspective de notation de la CEB, de « stable » à « positive », ce qui signifie que la note de la Banque pourrait être relevée dans les 6 à 24 mois.

Cette révision tient notamment à l'augmentation de l'activité de prêts de la CEB et au renforcement de son rôle clé et de sa pertinence sur la durée dans la contribution au financement d'investissements sociaux.

S&P's a également confirmé ses excellentes notations long terme à « AA+ » et court terme à « A-1+ », et considère les profils d'activité et financier de la CEB comme très solides.

Parallèlement, Fitch Ratings et Moody's ont confirmé la notation long terme, du programme d'obligations non adossées et de « shelf » à Aa1, avec une perspective stable. Plusieurs raisons sont avancées pour justifier la notation de Moody's : un bon niveau de liquidité ; le niveau modéré du soutien des actionnaires et une raison d'être croissante de la CEB suite à la crise des migrants et des réfugiés en Europe ; et la baisse de l'effet de levier sur la dette.

https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/

Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de la CEB présents au sommet sur les Balkans occidentaux

Le Gouverneur Wenzel et le Vice-Gouverneur Stratégie financière de la CEB, Carlo Monticelli, ont assisté au quatrième sommet sur les Balkans occidentaux, organisé dans le cadre du « processus de Berlin », une initiative visant l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux, à savoir l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie et « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».

La CEB est l'un des membres fondateurs du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), qui appuie l'investissement dans les infrastructures économiques, sociales et environnementales de la région. Le Gouverneur Wenzel a déclaré à la délégation que, même si les investissements dans les routes et les infrastructures énergétiques étaient importants, la cohésion économique et sociale ne pouvait pas être assurée sans veiller à répondre aux besoins sociaux dans les domaines de l'éducation, de la santé et du logement.

Le Vice-Gouverneur Monticelli a présenté les activités de la CEB en faveur de petites et moyennes entreprises (PME) de la région afin de contribuer à la création d'emplois et de générer des revenus.

https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/



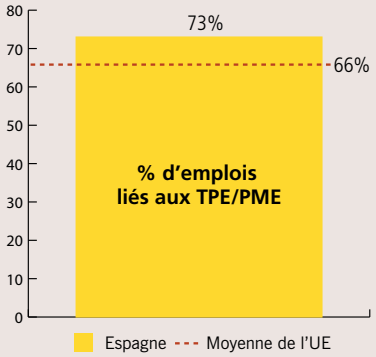
Le Gouverneur Wenzel et Pablo Zalba Bidegain après la signature du contrat de prêt

Un prêt de € 300 millions en faveur des TPE/PME espagnoles

Le Gouverneur Wenzel et le Président de l'Instituto de Crédito Oficial (ICO), Pablo Zalba Bidegain, ont signé un accord de prêt d'un montant de € 300 millions afin de soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME) en Espagne.

Dans un pays où les TPE/PME emploient la majorité de la main-d'œuvre, ce prêt offre un financement peu coûteux, qui permet de renforcer la compétitivité des petites entreprises et d'appuyer la création et le maintien d'emplois.

Il s'agit du quatrième prêt accordé à l'ICO, banque publique espagnole, depuis 2013.



Autres prêts accordés par la CEB à ICO

2013 = € 300 millions

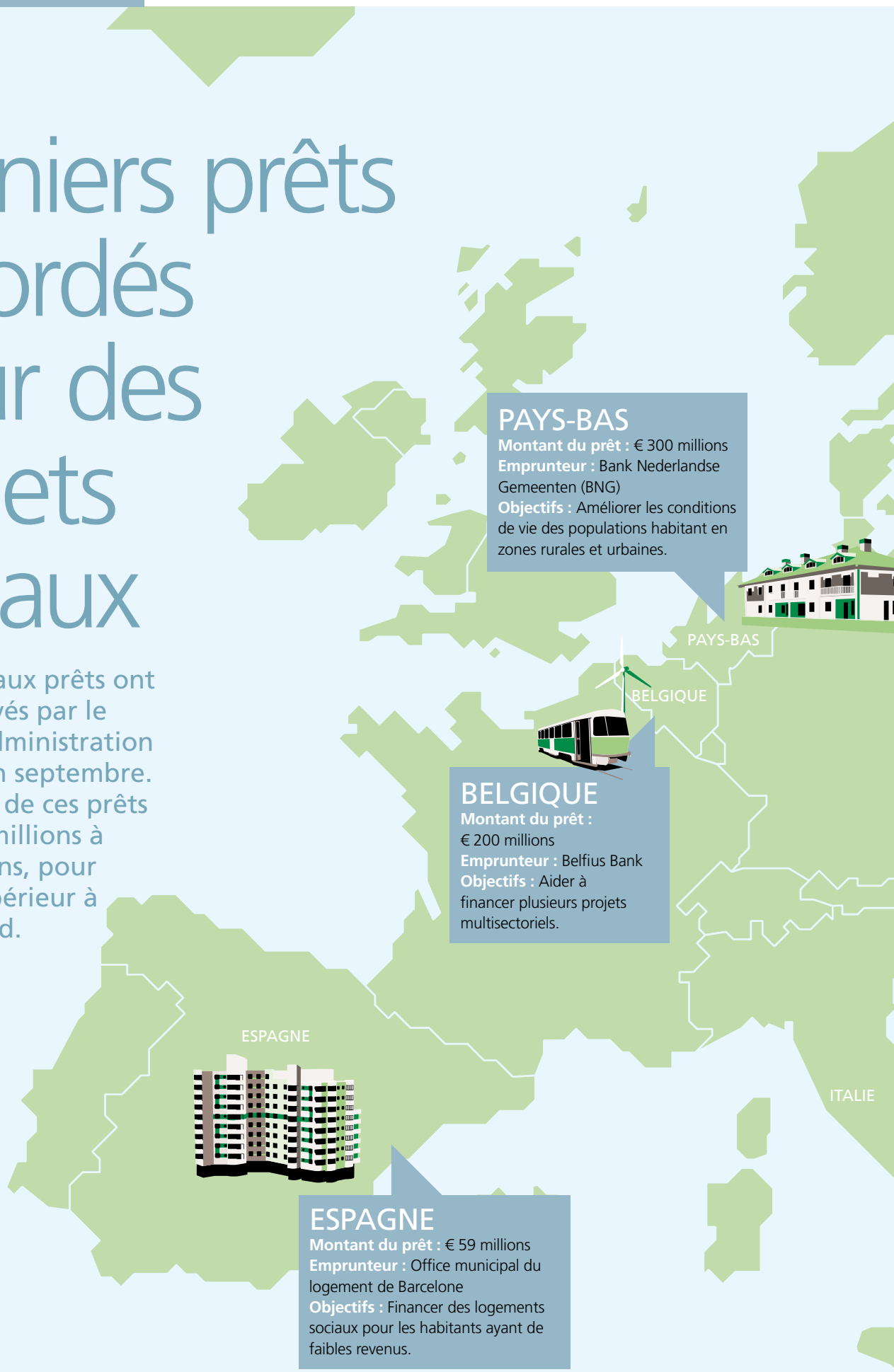
2014 = € 280 millions

2016 = € 300 millions

PAGE 16 INFO INTERVIEWE MONICA BREZZI, DIRECTRICE DE LA PRÉPARATION ET DU SUIVI TECHNIQUES À LA CEB

Derniers prêts accordés pour des projets sociaux

Sept nouveaux prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en septembre. Le montant de ces prêts va de € 59 millions à € 350 millions, pour un total supérieur à € 1,2 milliard.



PAYS-BAS

Montant du prêt : € 300 millions
Emprunteur : Bank Nederlandse Gemeenten (BNG)
Objectifs : Améliorer les conditions de vie des populations habitant en zones rurales et urbaines.

BELGIQUE

Montant du prêt : € 200 millions
Emprunteur : Belfius Bank
Objectifs : Aider à financer plusieurs projets multisectoriels.

ESPAGNE

Montant du prêt : € 59 millions
Emprunteur : Office municipal du logement de Barcelone
Objectifs : Financer des logements sociaux pour les habitants ayant de faibles revenus.

Ces prêts appuieront plusieurs types de projets, allant du financement de logements sociaux et du secours en cas de catastrophe au soutien aux micros, petites et moyennes entreprises (TPE/PME).

POLOGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Europejski Fundusz Leasingowy
Aims: Appuyer le financement du secteur des TPE/PME, afin d'encourager la création et le maintien d'emplois.





POLOGNE

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

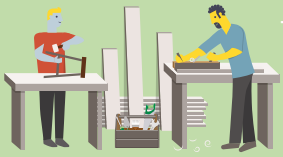
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Unicredit Leasing Slovakia
Objectifs : Financer plusieurs projets multisectoriels.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE



TURQUIE

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Turk Eximbank
Objectifs : Soutenir les TPE/PME afin de créer et de maintenir des emplois.



TURQUIE



ITALIE

Montant du prêt : € 350 millions
Emprunteur : Cassa Depositi e Prestiti
Objectifs : Contribuer au financement des interventions de secours cruciales en cas de catastrophes naturelles et écologiques.

À l'avant-garde du savoir et de l'inclusion

La Finlande a beau être reconnue à l'échelle mondiale pour la qualité de son système éducatif, des réformes ont été récemment menées pour élever encore davantage le niveau de compétence, d'expertise et d'enseignement afin de l'adapter à l'évolution de la société et aux défis de la mondialisation. Pour élargir les possibilités offertes aux jeunes, la CEB finance des projets dans le domaine de l'éducation dans plusieurs villes phares.

L'engagement en faveur de l'éducation et du bien-être des enfants est profondément ancré dans la culture finlandaise. L'éducation de base est gratuite et les écoles finlandaises ne se contentent pas d'instruire les élèves : elles offrent un repas chaud à chacun d'entre eux, des soins de santé et dentaires ainsi qu'un vaste éventail de services aux enfants et à leurs familles qui n'ont rien à débourser. Si l'établissement se trouve loin de chez eux, les élèves bénéficient en outre d'un service de transport scolaire gratuit.

En 1972, la Finlande a réformé en profondeur son système scolaire et mis en place des écoles polyvalentes sous forme d'établissements rassemblant des enfants de tous milieux et de tous niveaux de compétences, âgés de 7 à 16 ans. À l'origine de la création de ces écoles, la conviction selon laquelle tous les enfants pouvaient atteindre un niveau élevé d'étude, le contexte familial ou le fait de vivre dans un endroit isolé ne devant pas limiter les possibilités d'éducation offertes aux jeunes. Cette vision d'une société plus équitable et inclusive a ainsi été au cœur de la réforme du système scolaire menée à cette époque.

« Ce que la Finlande a entrepris il y a 40 ans était assez radical. L'ambition majeure était d'offrir les mêmes chances à tous les enfants, quel que soit leur milieu d'origine » explique Marjo Kyllönen, Directrice des Services de développement pédagogique de la ville d'Helsinki, dans une récente conférence TED intitulée « *Redesigning education for the future* » (Repenser l'éducation pour l'avenir).

Une période de changements

Le système scolaire finlandais est une vraie réussite comme l'attestent, entre autres, les excellents résultats obtenus dans toutes les matières évaluées par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE.

« L'éducation revêt une importance primordiale en Finlande : à l'échelle de la planète, nous sommes éloignés et possédons peu de ressources naturelles. Par conséquent, l'éducation est notre seul moyen de réussir dans le monde d'aujourd'hui », explique Ilkka Kalo, Directeur de l'enseignement fondamental de la ville de Vantaa.

Néanmoins, la société finlandaise fait face à des évolutions majeures, qui influencent également le contexte d'éducation et d'apprentissage. Les villes finlandaises deviennent de plus en plus internationales et multiculturelles, et des tendances démographiques telles que l'urbanisation et l'immigration mettent à rude épreuve la capacité des écoles à faire face à l'accroissement de la population.



Les nouveaux environnements éducatifs favorisent de nouvelles façons d'apprendre



La part des élèves issus de l'immigration est en hausse constante. Ces dix dernières années, elle a plus que doublé dans la capitale, Helsinki, et devrait atteindre près de 25% d'ici 2030. À Vantaa, qui fait partie de l'agglomération d'Helsinki, certaines écoles accueillent jusqu'à 50% d'élèves nés à l'étranger et leur nombre continue d'augmenter. On observe également cette tendance dans d'autres



« La Finlande est l'un des premiers pays à inscrire explicitement dans ses principaux directeurs nationaux la nécessité pour les écoles de repenser pourquoi, où et comment apprendre. »

L'éducation, la Finlande et la CEB

€ 310 millions
de prêts approuvés par la CEB à la Finlande pour des projets en faveur de l'éducation depuis 2013

2013
la CEB a accordé un prêt d'un montant de € 110 millions à Helsinki.

La CEB a accordé des prêts en faveur de projets liés à l'éducation dans les quatre plus grandes villes de Finlande. Ces projets concernent plus de

1,3 million
de personnes sur les 5,5 millions d'habitants que compte le pays.

€ 60 millions
de prêts approuvés par la Banque à la ville de Vantaa.

2016
La CEB a accordé un prêt d'un montant de € 60 millions à Tampere et un autre de € 80 millions à Espoo.

grandes villes comme Tampere et Espoo.

Cette croissance démographique se traduit par une augmentation des demandes d'inscription scolaire, qui dépassent les capacités actuelles. En outre, le problème est aggravé par la dégradation des infrastructures existantes et par la baisse des dépenses en matière d'éducation suite à la crise de 2008. À Helsinki, par exemple, près de la moitié des écoles ont besoin d'être rénovées, car la plupart ont été construites dans les années 1970 lors d'une période d'exode rural. Bon nombre de ces établissements présentent de graves problèmes de qualité de l'air à l'intérieur, ce qui peut porter atteinte à la santé des élèves et des enseignants.

Partenariat avec la CEB

Le système finlandais étant décentralisé, la mise en place de l'offre scolaire incombe à 311 municipalités différentes, tandis que le Ministère de l'Éducation établit un cadre national qui définit la politique éducative. Les municipalités financent les écoles à hauteur de 75% environ, le reste est assuré par le gouvernement. Près de 99% des écoles fondamentales sont financées par le secteur public ; il existe peu d'écoles privées.

Les communes finlandaises ont à cœur d'offrir à tous les enfants un enseignement qui leur permette d'acquérir des compétences essentielles tout en respectant leur dignité et en leur donnant le sentiment d'être pleinement intégrés à la société. Cette volonté nécessite un investissement massif dans l'éducation et la CEB s'est avérée être un partenaire fiable, capable de fournir un financement pérenne.

Ces dernières années, la CEB a collaboré avec certaines des villes et régions finlandaises les plus peuplées, notamment Helsinki, Vantaa, Tampere et Espoo, principalement pour financer des projets liés à l'éducation. Depuis 2013, la CEB a approuvé des prêts à hauteur de € 310 millions visant à financer la construction, la rénovation et la modernisation de crèches et de garderies, des écoles polyvalentes, des établissements secondaires et d'enseignement professionnel dans ces quatre communes qui rassemblent 1,3 million d'habitants.

Les ambitieux programmes d'investissement mis en place par les municipalités contribuent à relever les défis de l'urbanisation en réduisant la pression subie par les établissements existants et en permettant de répondre aux demandes croissantes d'inscription. Ils créent également des établissements plus sûrs et plus sains pour les élèves et les enseignants.

« Il est particulièrement important de garantir des investissements publics de qualité afin de soutenir les zones les plus confrontées au risque de marginalisation ; à cet égard, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe a été d'un appui et d'une aide considérables pour la ville de Vantaa. Cette aide a été essentielle pour nous permettre de mener à bien des projets indispensables de construction d'écoles », indique Ilkka Kalo.

suite à la page 10


L'environnement physique joue un rôle important dans l'apprentissage

suite de la page 9

Une nouvelle vision de l'apprentissage

Les investissements de la CEB dans le secteur de l'éducation ne visent pas uniquement à faire en sorte que les écoles aient les capacités d'accueillir tous les enfants finlandais, quelle que soit leur origine. Le soutien financier qui est apporté aide également les municipalités à mettre en œuvre la réforme de l'éducation que le pays a entreprise. En 2016, la Finlande a en effet adopté un nouveau programme axé sur la nécessité d'améliorer en permanence le système scolaire afin de l'adapter aux évolutions du monde.

« Nous nous trouvons actuellement à un tournant sur le plan éducatif, alors que de nouveaux programmes sont mis en place dans le pays. La « nouvelle pédagogie » est un nouveau concept éducatif dont les termes clés sont les compétences « transférables », le rôle actif de l'élève, l'apprentissage collectif et la construction du savoir. Pour les enseignants comme pour les élèves, cela suppose de changer radicalement la culture traditionnelle de l'apprentissage; nous avons besoin de nouveaux environnements d'apprentissage pour mettre en œuvre la réforme », explique Ilkka Kalo.

Apprendre partout

La Finlande est l'un des premiers pays à inscrire explicitement dans ses principaux schémas directeurs nationaux la nécessité pour les écoles de repenser pourquoi, où et comment apprendre. Ces réflexions reposent sur l'idée que l'apprentissage est indissociable de l'environnement physique et qu'il ne se fait pas uniquement en classe, mais aussi au sein de tout l'établissement scolaire et dans son environnement proche.

Avec l'aide de la CEB, les municipalités construisent non seulement de nouvelles écoles, mais surtout de meilleurs établissements, qui tirent parti de concepts novateurs pour stimuler l'apprentissage.

Les couloirs, les halls et les escaliers sont conçus de manière à faire partie du processus d'apprentissage. Ils disposent de coussins, de tables et de tentes de lecture qui favorisent les échanges entre les enfants ou offrent un espace pour des projets spéciaux.

Cet environnement se veut modulable : des cloisons coulissantes peuvent être déployées pour créer des zones d'apprentissage de tailles différentes et le mobilier peut être déplacé. Ces classes innovantes permettent d'expérimenter de nouvelles manières d'apprendre, qui mettent l'accent sur la collaboration.

Espoo, une ville en quête d'excellence

Témoignage


La vision d'Espoo est celle d'une ville où vivent des personnes qualifiées capable de s'adapter et de s'épanouir

Espoo est la deuxième ville de Finlande et devrait compter plus de 20 000 habitants supplémentaires d'ici 2020. Plus de 12% de la population, sans compter les migrants et les réfugiés, est de langue maternelle étrangère – un nombre qui devrait doubler d'ici 2025.

En matière d'éducation, Espoo affiche les meilleurs résultats du pays, ce qui situe les écoles de la ville parmi les meilleures du monde. Pour autant, les autorités municipales ne se reposent pas sur leurs lauriers : l'investissement dans l'éducation reste l'une de leurs priorités majeures.

Pour faire face à l'augmentation de l'urbanisation et de l'immigration, la ville a élaboré un Plan de développement local en faveur de l'éducation à l'horizon 2020 afin d'aider les jardins d'enfants, les écoles et les établissements d'enseignement à instruire les élèves du XXIème siècle. La ville tient également à promouvoir les nouvelles technologies dans l'apprentissage. L'objectif final de ce plan est d'offrir à tous une qualité de vie élevée et de faire progresser le développement durable. Espoo aspire à devenir la commune la plus « compétente », peuplée de citoyens compétents – des personnes créatives et qualifiées capables de s'adapter et de s'épanouir dans le monde qui les attend.

En 2016, la CEB a accordé un prêt de € 80 millions à la ville d'Espoo pour financer partiellement la construction de nouveaux établissements d'enseignement et la rénovation de structures existantes. Ce projet bénéficiera directement à plus de 1 500 enfants accueillis en crèche et en garderie et à plus de 6 000 élèves.

PAGE 12 DES STRUCTURES INNOVANTES AU MONTÉNÉGRO POUR L'ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE

« Pour réussir, les jeunes ont besoin que nous investissions massivement dans l'éducation »

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) et le Département de la Seine-Saint-Denis ont signé un accord de prêt d'un montant de 200 millions d'euros pour des investissements pluriannuels en faveur de l'éducation. Ce prêt direct à une collectivité locale en France a été une première pour la CEB. Info a rencontré Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, pour en savoir plus sur les initiatives ambitieuses de ce département en faveur de la jeunesse.

info : Le Département de la Seine-Saint-Denis est à la fois le plus jeune de France et l'un des plus frappés par les difficultés économiques et sociales. Comment le département fait-il face à ces défis ?

ST : La Seine-Saint-Denis est un département de contrastes qui doit faire face à des difficultés économiques et sociales, mais qui bouillonne d'initiatives. Déjà aujourd'hui, et demain plus encore avec l'accueil des JO de 2024, la Seine-Saint-Denis est le territoire le plus dynamique du Grand Paris. La jeunesse de la Seine-Saint-Denis, cela doit être une chance, une force et un atout. Mais pour réussir, les jeunes ont besoin que nous investissions massivement dans l'éducation. C'est la priorité N° 1 du département depuis plusieurs années.



Stéphane Troussel, Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis

info : Vous avez lancé un programme ambitieux nommé « Plan ambition collèges 2020 ». Quels sont les buts de cette initiative ?

ST : En investissant 640 millions d'euros d'ici 2020, nous voulons d'offrir aux élèves de Seine-Saint-Denis les meilleures conditions d'études. Nous avons prévu de construire 8 nouveaux collèges et d'en rénover profondément plus de 80 autres. L'autre enjeu sur lequel nous avons également voulu mettre l'accent, c'est l'équipement numérique des établissements (raccordement au très haut débit, matériel numérique collectif et individuel), pour que les jeunes en maîtrisent les techniques et les usages.

info : La CEB et le Département de la Seine-Saint-Denis ont signé un accord de prêt d'un montant de 200 millions d'euros pour des investissements pluriannuels en faveur de l'éducation et de la famille. Comment évalueriez-vous la collaboration avec la CEB?

ST : Compte tenu de nos contraintes budgétaires, la collaboration avec la CEB a été essentielle pour nous permettre de sécuriser financièrement nos grands plans d'investissements dans l'éducation ou dans nos crèches. Avec la CEB, nous avons un interlocuteur qui est à l'écoute de nos besoins et qui est en mesure de comprendre les logiques d'intérêt général que nous portons dans nos investissements. C'est un partenariat de qualité que je souhaite pouvoir développer et poursuivre.

STÉPHANE TROUSSEL

Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis depuis septembre 2012

Conseiller départemental du canton de La Courneuve depuis 2004

Secrétaire national du Parti socialiste chargé de la décentralisation et de la modernisation de l'État depuis juin 2015

« La CEB est à l'écoute de nos besoins... C'est un partenariat de qualité que je souhaite pouvoir développer et poursuivre. »

Des espaces inspirants pour des esprits curieux

Une approche en commun de la CEB et du gouvernement du Monténégro apporte innovation et efficacité aux nouveaux établissements préscolaires du pays.

L'enseignement préscolaire procure aux enfants des compétences fondamentales qui les aident à acquérir un socle solide de connaissances pour la suite de leur cursus. C'est un âge crucial pour le développement général des capacités de l'enfant. Il a été démontré que le développement neurologique est le plus intense avant l'âge de cinq ans : il est donc particulièrement important de stimuler l'apprentissage chez les jeunes enfants.

L'éducation préscolaire apporte, en outre, des bénéfices sociaux et économiques considérables à la société. Investir dans l'éducation de la petite enfance a un impact plus important que tout autre investissement ultérieur au cours de la vie. Les études montrent également qu'il existe un lien entre la fréquentation préscolaire et la réussite scolaire future.

Le défi de l'éducation de la petite enfance au Monténégro

D'après le Ministère de l'Éducation, 53% des enfants âgés de 3 à 6 ans sont inscrits dans un établissement préscolaire – un chiffre peu élevé au regard des normes européennes et internationales. En comparaison, l'Union européenne, qui considère l'éducation de la petite enfance comme l'une de ses priorités, a un objectif un taux de scolarisation de 95% s'agissant des enfants ayant entre trois ans et l'âge de la scolarité obligatoire. Or le Monténégro souhaite rejoindre l'Union européenne et négocie actuellement son adhésion.

Les taux de scolarisation au Monténégro dissimulent d'importantes disparités régionales en matière de fréquentation préscolaire. La capitale, Podgorica, ainsi que les régions côtières ne disposent pas d'infrastructures suffisantes pour répondre aux besoins des enfants. Dans le nord du pays, moins développé, la demande d'enseignement préscolaire est faible.

Une stratégie propice au changement

Le gouvernement reconnaît que ces chiffres traduisent une occasion manquée et s'est engagé à relever le taux de scolarisation de sorte qu'il atteigne le niveau européen. Afin de garantir un enseignement préscolaire aux enfants de tous les groupes de la société monténégrine, il a adopté une Stratégie en faveur de l'éducation préscolaire et de la petite enfance 2016-2020, qui inclut les dernières données factuelles et les meilleures pratiques du secteur.

« Le principal objectif de cette stratégie est d'augmenter le nombre d'enfants qui reçoivent un enseignement préscolaire, afin qu'il s'aligne sur les niveaux internationaux, explique Arijana Nikolić, Directrice générale de l'éducation préscolaire au Ministère de l'Éducation du Monténégro. Deux autres objectifs sont néanmoins tout aussi importants : garantir la qualité et la durabilité du système d'enseignement préscolaire. »

« Nous sommes pleinement conscients des défis qui nous attendent et nous voulons faire en sorte que cette stratégie soit mise en œuvre dans les délais requis et conformément aux principes de qualité et d'équité. Nous voulons que tous les enfants du Monténégro puissent accéder à un système d'enseignement préscolaire de qualité, fonctionnel et équitable. »

Implication de la CEB

En 2013, la CEB a approuvé un prêt de € 10 millions visant à cofinancer la construction de sept nouvelles structures préscolaires ainsi que la rénovation de l'ensemble des établissements existants dans quatre communes. L'objectif est d'améliorer l'environnement physique et de réunir de meilleures conditions d'apprentissage pour permettre à tous les enfants de s'épanouir pleinement.

Néanmoins, ce projet ne se résume pas à poser des briques et du ciment. L'une de ses ambitions majeures est d'améliorer la conception des écoles maternelles du Monténégro en accord avec les tendances actuelles en matière d'éducation, et de créer des établissements préscolaires plus efficaces, modulables et adaptés aux enfants. En outre, une utilisation plus fonctionnelle des espaces permet de réduire les coûts de construction et d'entretien.

« Les écoles maternelles cessent d'être des structures institutionnelles très strictes pour devenir des environnements ouverts qu'il est possible de cloisonner si nécessaire », explique Jure Kotnik, l'architecte renommé qui a collaboré avec la CEB sur ce projet. « De nos jours, l'autoapprentissage est très fréquent et on met beaucoup l'accent sur les interactions sociales. Il est important de créer un espace où les élèves peuvent se retrouver, mais aussi des lieux où ils peuvent se retirer au calme. Les établissements doivent offrir des espaces dynamiques et des espaces de tranquillité. »



« Nous voulons que tous les enfants du Monténégro puissent accéder à un système d'enseignement préscolaire de qualité, fonctionnel et équitable. »

Arijana Nikolić, Directrice générale de l'éducation préscolaire, Ministère de l'Éducation du Monténégro



Les nouvelles installations reposent sur une approche de conception innovante et flexible

Favoriser des conceptions innovantes

Afin de renforcer les capacités du Ministère de l'Éducation et, au-delà, celles des architectes et ingénieurs du pays, la CEB a appuyé la création d'une base de données de solutions de conception en matière de construction ou de rénovation d'établissements scolaires de grande qualité, axées sur l'ouverture, l'innovation et la flexibilité.

« Nous nous concentrons sur la réutilisation des espaces : par exemple, des escaliers peuvent devenir un petit amphithéâtre. Nous avons suggéré les solutions les plus durables, qui utilisent des matériaux naturels. Nous évitons la complexité et mettons l'accent sur la fonctionnalité », indique Jure Kotnik.

« Bien souvent, ce qui compte, ce n'est pas l'espace en soi, mais la manière dont il est utilisé », ajoute-t-il. « Il est indispensable de laisser aux enfants la possibilité de s'approprier les lieux. Ils ne vont pas rester assis sur un banc. De nos jours, on essaie de faire les choses en douceur et de susciter l'apprentissage par le jeu. Dans une école maternelle ouverte, les enfants se rendent dans les espaces qui éveillent leur intérêt. »

La base de données à l'œuvre : l'école Zagorič, à Podgorica

La base de données d'idées de conception se révèle efficace : les nouvelles constructions préscolaires sont économiques et offrent des espaces d'apprentissage et de jeux plus flexibles.

L'établissement Zagorič est la première école maternelle cofinancée par le prêt de la CEB à démontrer les avantages de cette nouvelle approche. Les salles de jeux sont spacieuses, il est possible d'accéder à l'aire de jeux extérieure directement depuis les salles du rez-de-chaussée et des portes pliables séparant les pièces offrent un espace modulable. Conformément aux recommandations, le bâtiment en lui-même compte 400 m² de moins que les autres écoles maternelles aux capacités d'accueil équivalentes ; sa taille le rend donc plus rentable et moins cher à entretenir.

Concernant l'implication de la CEB, Arijana Nikolić a déclaré : « La grande force de ce projet tient à la conjugaison de deux éléments : d'une part, la capacité de la CEB à comprendre les besoins du système scolaire monténégrin et à y répondre rapidement, d'autre part, la volonté du Ministère de l'Éducation de mettre en œuvre ce projet dans le cadre de nos réformes globales du secteur de l'éducation préscolaire.

Ce sont les principaux facteurs de réussite de tout projet ; malgré les défis que cela suppose, nous sommes certains qu'il sera mené de manière à bénéficier au mieux aux enfants du Monténégro. »

« Ce qui compte, ce n'est pas l'espace en soi, mais la manière dont il est utilisé. Il est indispensable de laisser aux enfants la possibilité de s'approprier les lieux. Dans une école maternelle ouverte, les enfants se rendent dans les espaces qui éveillent leur intérêt. »

Jure Kotnik, architecte

53%
Taux de scolarisation actuel dans les établissements préscolaires du Monténégro.



95%
Objectif fixé par l'UE de couverture des enfants d'âge préscolaire par l'éducation de la petite enfance.

€ 10 millions
Montant du prêt approuvé par la CEB en 2013 pour cofinancer la construction de sept nouvelles structures préscolaires et la rénovation de 15 établissements existants.

PAGE 08 COMMENT LA CEB MAXIMISE LES OPPORTUNITÉS POUR LES JEUNES EN FINLANDE

Un financement souple pour des projets à vocation sociale

Le nouveau Programme de prêt plurisectoriel offre aux pouvoirs publics plus de souplesse pour le financement d'infrastructures sociales qui recoupent plusieurs secteurs.

La stratégie 2017-2019 de la CEB introduit le Programme de prêt combinant plusieurs secteurs (*Cross-sectoral Loan Programme* – CSL), un instrument de financement innovant qui répond à l'évolution des besoins des clients de la Banque.

Qu'est-ce que le CSL ?

Le CSL est conçu pour couvrir les coûts éligibles liés au développement des infrastructures sociales dans plusieurs secteurs liés par un ensemble de buts et d'objectifs connexes, définis comme l'élément plurisectoriel dès la phase d'instruction. Cet élément permettra de définir la valeur ajoutée sociale du projet ; il devra être quantifiable et mesurable à travers différents paramètres, tels que le nombre probable de bénéficiaires d'un groupe vulnérable, les économies d'énergie, etc.

« Les prêts plurisectoriels répondent à la nature innovante et interdépendante qui caractérise de plus en plus les vecteurs du développement durable », explique Cristian Tabacaru, Directeur du Département des Projets de la CEB. « Dans toute l'Europe, les collectivités publiques, par exemple, conçoivent et financent des projets visant à créer des quartiers nouveaux, inclusifs, respectueux de l'environnement et polyvalents. Au cours de ce processus, des thèmes d'investissement, qui diffèrent sur le plan conceptuel tout en se renforçant mutuellement, sont pris en compte afin d'atteindre les objectifs prioritaires fixés. »

Les avantages du CSL

- Le CSL offre une certaine souplesse dans l'utilisation des financements, quels que soient les objectifs ; il convient donc bien aux petites municipalités. Il est particulièrement adapté aux projets de rénovation urbaine possédant de nombreuses composantes interdépendantes qu'il est difficile de cloisonner en secteurs bien définis.
- Les CSL facilitent l'accès au financement de projets à vocation sociale et stimulent l'investissement public dans ces secteurs.

Comment utiliser le CSL ?

L'utilisation du CSL en tant que mécanisme de financement dépendra de la situation spécifique du pays concerné et des priorités sociales. Les régions défavorisées, les services relevant de l'économie sociale et solidaire, les programmes prioritaires nationaux ou locaux qui concernent les secteurs sociaux, ainsi que les communautés accueillant des réfugiés et des migrants seront privilégiés.

Les CSL seront mis à la disposition directe des pouvoirs publics (nationaux, régionaux ou municipaux). Ils seront également accessibles par l'intermédiaire de banques publiques de développement et d'autres institutions d'intermédiation financière, en parallèle avec les autres instruments de prêt de la CEB.

Répondre aux besoins des États membres

Le CSL est le tout dernier mécanisme de la gamme d'instruments de financement proposés par la Banque conçus pour permettre à la CEB de maximiser sa contribution au renforcement de la cohésion sociale dans ses États membres. Tous ces instruments sont souples et adaptés aux besoins des emprunteurs. Ils comprennent :

- **La Facilité de cofinancement européenne (ECF).** Elle prévoit le cofinancement et/ou le financement *ex ante* d'activités d'investissement nationales financées par l'UE.
- **La Facilité de financement du secteur public (PFF).** Elle répond aux insuffisances temporaires de financement dans le secteur public et facilite la continuité des investissements et des programmes de réforme.

Depuis 2014, le montant total des prêts approuvés par la Banque au moyen de ces deux instruments s'élève à plus de € 1 milliard.

- **Le Financement de projet.** Il porte généralement sur les investissements dans des infrastructures individuelles préalablement définies.
- **Le Financement de programme.** Il est utilisé dans le cadre de programmes multi-projets, principalement en faveur de TPE/PME et de programmes d'investissements municipaux. Il est souvent décaissé par le biais de banques commerciales partenaires de la CEB.



Cristian Tabacaru, Directeur du Département des Projets à la CEB

PAGE 06 DÉCOUVREZ LES DERNIERS PROJETS APPROUVÉS PAR LA CEB



Felix Grote (dernier rang à gauche) avec les équipes du MES

Des liens plus forts grâce au partage d'expérience

La CEB a conclu des accords bilatéraux de coopération avec de nombreuses organisations. Dans le cadre du détachement récent d'un de ses collaborateurs expérimentés, la Banque a partagé son savoir-faire en matière d'émission USD avec le Mécanisme européen de stabilité.

Les partenariats que la CEB a noués avec d'autres institutions lui permettent de rehausser sa visibilité et de mettre en avant son savoir-faire auprès de toutes les parties prenantes du développement en Europe. Ce n'est pas un hasard si la stratégie à moyen terme de la Banque appelle à intensifier et à approfondir ses relations, en matière de financement et d'échange d'expertise, avec d'autres institutions financières internationales (IFI).

Mettre à profit les synergies

Le Mécanisme européen de stabilité (MES) est l'une des nombreuses organisations ayant signé un accord bilatéral de coopération avec la CEB. En décembre 2014, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, et le Directeur général du MES, Klaus Regling, ont signé un *Memorandum of Understanding* (MoU). Ce MoU institue un cadre de collaboration fondé sur des consultations informelles, le partage d'informations sur les activités prévues, une assistance technique et des échanges de personnel dans le cadre de détachements.

Fin 2016, alors qu'il se lançait dans un grand projet relatif aux marchés de capitaux, le MES a demandé conseil à la CEB. C'est ainsi que Felix Grote, Chargé de financement senior à la CEB, a rejoint l'équipe du MES dans le cadre d'une mission de huit mois.

Qu'est-ce que le MES ?

- Le MES a été fondé en 2012 au plus fort de la crise de l'euro afin d'apporter une assistance financière aux pays en difficulté.
- C'est une institution permanente qui succède au Fonds européen de stabilité financière (FESF).
- Le MES peut accorder des prêts aux gouvernements et aux banques. Le premier prêt a été accordé à l'Espagne en 2012. Le MES est également venu en aide à Chypre et à la Grèce.
- Au total, les deux organisations disposent d'un programme de financement s'élevant à plus de € 60 milliards cette année.

Trouver ensemble une solution

En qualité de mécanisme de résolution des crises dans la zone euro, le MES doit être en mesure de lever d'importants volumes de financement à tout moment, dans toutes les conditions du marché. Pour diversifier sa base d'investisseurs, le MES a décidé d'ajouter l'émission en USD à ses outils de financement en EUR. Il s'agissait déjà d'une décision importante sur le papier, mais les défis se sont révélés encore plus grands dans la pratique, dans tous les domaines : documentation, gestion des risques, applications financières, structure opérationnelle, production de rapports et relations avec les investisseurs.

En tant qu'émetteur de longue date d'obligations de référence en USD, l'équipe Financement de la CEB était un partenaire de premier choix, capable de fournir une « expertise technique au quotidien » au MES.

« Nous souhaitions acquérir de l'expérience en émission USD et nous savions que cela faisait partie des activités de la CEB depuis de nombreuses années. C'était donc notre partenaire idéal », a indiqué Siegfried Ruhl, responsable Financement du MES.
Felix Grote a apporté son aide dans les différents domaines d'action du projet, partageant la solide expérience de la CEB en matière d'émission USD. Il a notamment contribué à l'élaboration de la nouvelle Stratégie de financement en USD du MES.

Une situation avantageuse pour tous

« Nous avions tant à apprendre les uns des autres », a ajouté Felix Grote. Selon lui, le plus important était de comprendre comment organiser et piloter un projet aussi vaste le plus efficacement possible. Le MES a l'habitude de gérer de nombreux projets simultanément. La fonction interne de Gestion de Projet permet de garantir que les projets sont livrés dans le respect des délais et du budget, et d'accompagner les participants et les départements à travers le processus.

« L'intérêt du détachement est d'être constamment propulsé hors de sa zone de confort », indique Felix Grote. « À présent que je suis de retour à la CEB, il y a tant de choses que je peux partager avec mes collègues. C'est dans cet esprit que je recommande ce type de détachement axé sur un projet. »

Pour un partage des connaissances plus systématique

Monica Brezzi est récemment devenue Directrice de la Préparation et du suivi techniques à la CEB. CEB Info l'a rencontrée pour en savoir plus sur sa direction et sa vision du renforcement de la cohésion sociale.

Info : Comment envisagez-vous le rôle de votre direction et ses priorités ?
MB: Pour la Banque et pour cette direction, la priorité majeure reste la préparation technique des projets. Je dois avouer que j'ai beaucoup de chance, car je suis entourée d'une excellente équipe composée de collaborateurs très impliqués et engagés. Je pense également qu'il est possible de dégager encore plus de valeur et de connaissances du travail que nous effectuons déjà, par exemple, en mettant au point des normes et des outils visant à aider les pays à mener des diagnostics.

Je crois que la manière dont nous concevons les projets – systèmes de santé, écoles, infrastructures sociales – déterminera la manière dont nous luttons contre l'exclusion et la vulnérabilité. Nous surveillons déjà l'avancement des projets individuels, mais nous voulons utiliser ces informations pour en améliorer la conception et la mise en œuvre, afin de réaliser un changement social.

Nous voulons également commencer à communiquer, de manière plus systématique, les enseignements tirés des avancées de nos projets ainsi que les possibilités ainsi offertes.

Info : Comment la CEB peut-elle aider davantage les pays à renforcer la cohésion sociale et à réduire les inégalités ?
MB: Les inégalités ne sont pas seulement mauvaises ; elles sont contre-productives. Pouvoir fournir aux pays un diagnostic de leur situation est très utile : cela permet d'ouvrir la discussion et procure une base de connaissances solide.

Nous pouvons commencer par tirer des enseignements de projets individuels et intégrer ce savoir à notre processus de gestion, afin d'aider les pays à faire face aux défis de l'adaptation au changement climatique et des inégalités.

Info : Les environnements dans lesquels la Banque agit évoluent de plus en plus. Que doit-elle faire pour s'adapter ?
MB: Il faut reconnaître que de nouveaux acteurs sont présents sur le terrain et nous devons anticiper d'éventuels partenariats avec un vaste éventail d'organisations. Les contextes évoluent et nous devons comprendre comment fonctionne la gouvernance et identifier les personnes avec qui nous devons nous engager et travailler.

La Banque dispose d'un mandat clairement défini et est une institution reconnue, mais comme toute organisation, quelle que soit sa taille, il est important qu'elle fasse partie d'un réseau, afin d'échanger des connaissances et de nouer des partenariats avec d'autres institutions.



MONICA BREZZI

Ancienne responsable de l'unité Analyse régionale et statistiques, à la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE.

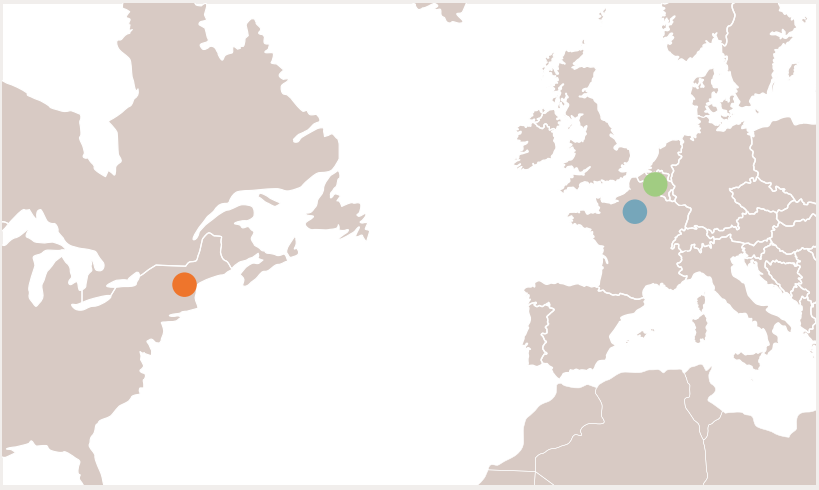
Elle a dirigé les activités de l'OCDE relatives à la mesure du bien-être dans les régions et les villes. Ce travail a donné lieu à un outil novateur permettant d'évaluer le bien-être dans les 395 régions infranationales de l'OCDE, ainsi qu'à des études de cas spécifiques comportant une dimension politique.

Avant de rejoindre l'OCDE en 2008, elle a travaillé au Ministère du Développement économique italien, où elle a dirigé l'élaboration et le lancement d'une politique axée sur les performances, visant à améliorer la qualité des services publics locaux destinés aux populations mal desservies.

> « Je crois que la manière dont nous concevons les projets – systèmes de santé, écoles, infrastructures sociales – déterminera celle dont nous luttons contre l'exclusion et la vulnérabilité. »

Agenda octobre-décembre 2017

Au programme du dernier trimestre, d'importantes réunions internationales et européennes sur la finance et le logement. En savoir plus, sans oublier les dernières publications de la CEB.



13-15 octobre, Washington DC :

Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)

Ces assemblées annuelles sont l'occasion de réunir les dirigeants du secteur public (banques centrales, ministères des Finances et du Développement) et du secteur privé ainsi que des experts issus des milieux universitaires autour de grands dossiers mondiaux, notamment la conjoncture économique mondiale.

Plus d'infos sur : http://www5.banquemondiale.org/assemblees/annuelles/2017/

16-17 novembre, Paris :

Réunion du Conseil d'administration de la CEB

Il s'agit de la dernière réunion du Conseil d'administration de l'année.

Plus d'infos sur : https://coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council/

23 novembre, Bruxelles :

Conférence sur le financement de solutions de logement innovantes

Ce séminaire, coorganisé par la CEB, Friends of Europe, la FEANTSA et Housing Europe, réunira plusieurs spécialistes des questions de logement issus de différents secteurs dans le cadre d'une nouvelle plateforme européenne de solutions de logement. Ce forum sera l'occasion d'échanger, de débattre et d'apporter des solutions aux crises du logement qui frappent l'Europe.

1er décembre, Paris :

Réunion du Conseil de direction de la CEB

La troisième et dernière réunion du Conseil de direction de l'année 2017. Le Conseil de direction détermine notamment les orientations générales des activités de la Banque.

Plus d'infos sur : https://coebank.org/fr/about/structure-management/governing-board/

PROCHAIN NUMÉRO D'**info** EN JANVIER

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site coebank.org. Cliquer sur Actualités et publications.



BROCHURE SUR LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Il s'agit d'une mise à jour de notre courte brochure de présentation, qui met en exergue les activités de la banque et le type de projets qu'elle finance.

Le saviez-vous ?

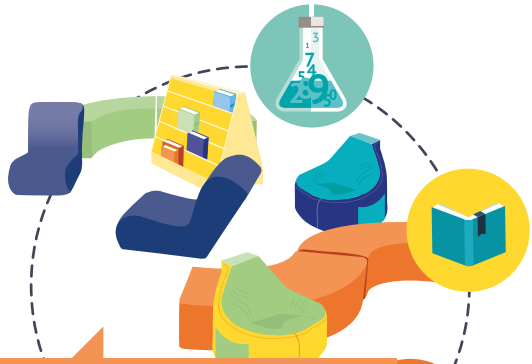
La Banque œuvre au renforcement de la cohésion sociale conformément à sa mission et promeut les valeurs et les principes du Conseil de l'Europe dans le cadre de son activité de prêt. Elle est cependant dotée d'une personnalité juridique propre et est financièrement indépendante.

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

Putting learning first
Priorité à l'apprentissage

The CEB is supporting a range of exciting education initiatives in member countries, all aimed at enhancing outcomes for learners.

La CEB soutient une série d'initiatives prometteuses dans ses pays membres, qui visent toutes à améliorer les résultats de l'apprentissage.



Open, flexible, innovative designs for learning spaces to help stimulate learning.
Des espaces de formation conçus de manière ouverte, souple et innovante pour stimuler l'apprentissage

Early learning identified as a priority.
L'apprentissage précoce identifié comme une priorité



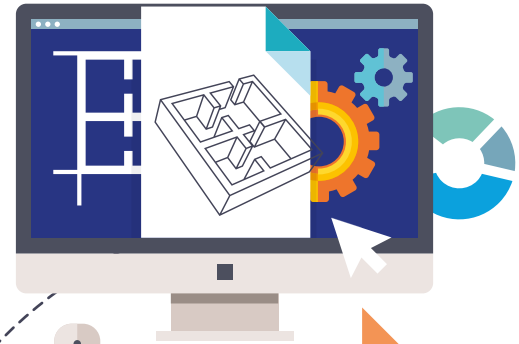


Redress increasing demand for school places
Traiter la demande croissante pour les places en classe



Construction, refurbishment & modernisation
Construire, rénover et moderniser



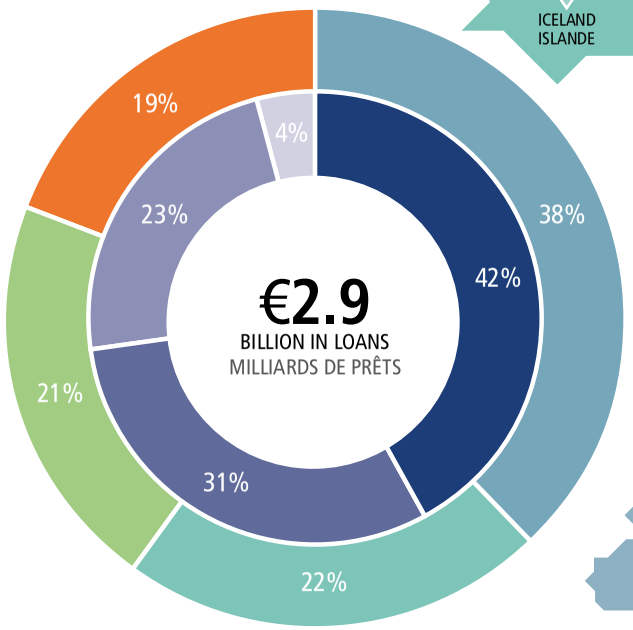


The CEB supported the development of a database of design solutions
La CEB a soutenu le développement d'une base de données de solutions de conception



Re-use existing spaces and emphasise functionality
Réutiliser les espaces existants et mettre l'accent sur la fonctionnalité

CEB LENDING TO EDUCATION
PRÊTS DE LA CEB EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION
(2007-2016)

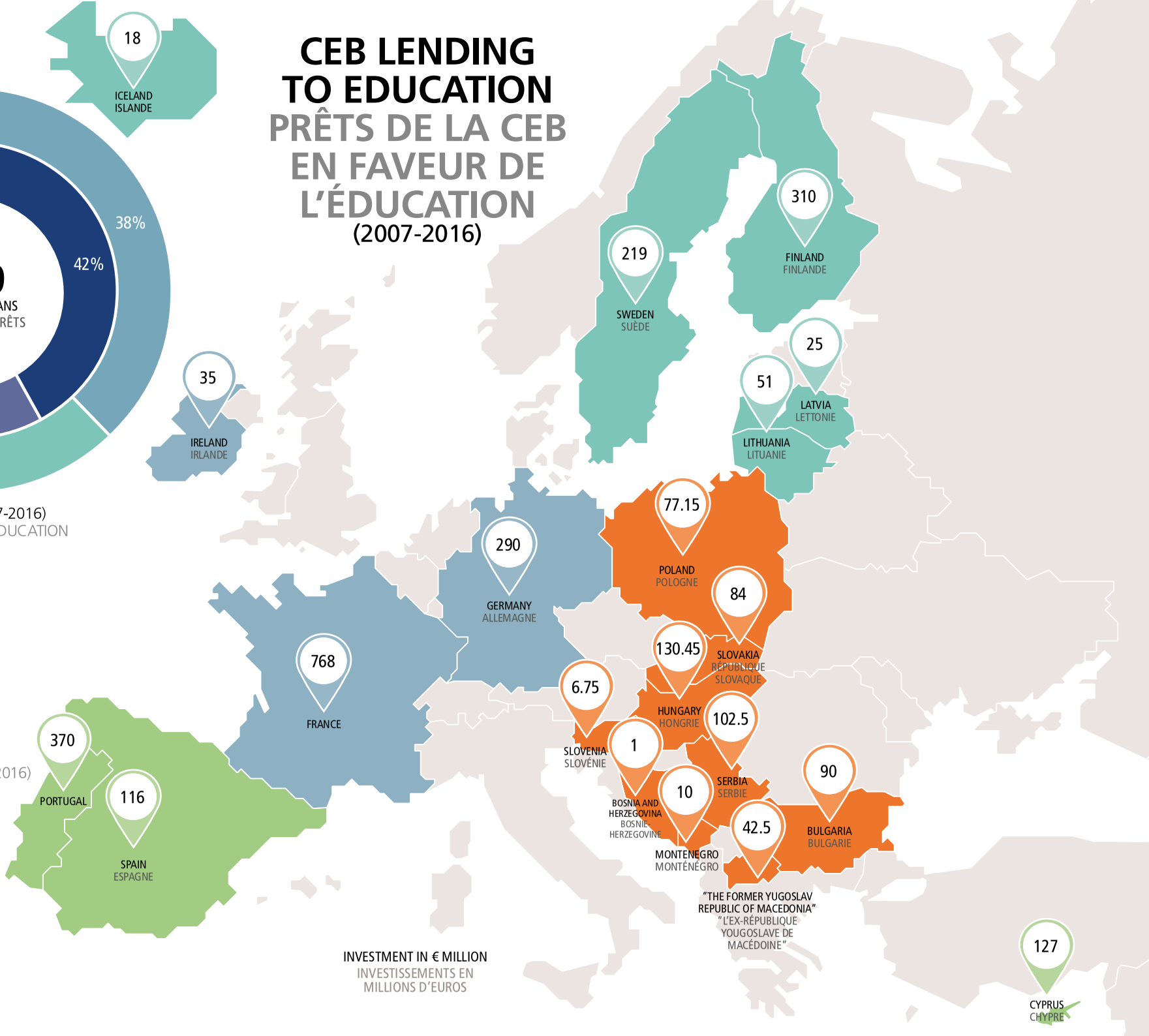


CEB LENDING TO EDUCATION (2007-2016)
PRÊTS DE LA CEB EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION (2007-2016)

- Western Europe
  Europe de l'Ouest
- Northern Europe
  Europe du Nord
- Southern Europe
  Europe du Sud
- Eastern Europe
  Europe de l'Est

CEB BORROWERS IN THE EDUCATION SECTOR (2007-2016)
EMPRUNTEURS DE LA CEB DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION (2007-2016)

- Regional/Local authorities
  Autorités régionales/locales
- Commercial banks
  Banques commerciales
- Central governments
  Gouvernement
- Public financial institutions operating for local governments
  Institutions financières publiques agissant pour le compte de gouvernements locaux



INVESTMENT IN € MILLION
INVESTISSEMENTS EN MILLIONS D'EUROS

Priorité à l'apprentissage